

ENQUÊTE SUR LES RÉSEAUX D'INFLUENCE ÉTATS-UNIENS

## Quand la CIA finançait les intellectuels européens



Pour contrer l'influence soviétique en Europe, les États-Unis ont constitué, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, un réseau d'élites proaméricaines. La CIA a ainsi financé le Congrès pour la liberté de la culture, par lequel sont passés de nombreux intellectuels européens, au premier rang desquels Raymond Aron et Michel Crozier. Chargés, pendant la Guerre froide, d'élaborer une idéologie anticommuniste acceptable en Europe à la fois par la droite conservatrice et par la gauche socialiste et réformatrice, ces réseaux ont été réactivés par l'administration Bush. Ils constituent aujourd'hui les relais européens des néo-conservateurs états-uniens.

page 2

### Syrie : préparation de l'attaque

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Tom Donnelly et Vance Serchuk demandent au Pentagone d'entraîner dès maintenant l'armée à la gestion d'une politique de contre-insurrection, en vue d'une prochaine guerre au Proche-Orient. De leur côté, Nir Boms et Erick Stakelbeck vantent les mérites de Farid Ghadry, qu'ils verraient bien devenir le prochain président d'une Syrie « libérée » du régime ba'asiste afin d'y appliquer la même politique économique qu'en Irak.

page 21

### REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ Le Koweït organise un forum réunissant des représentants de l'Islam et des officiels et universitaires occidentaux

■ Le Koweït envisage un recours à un arbitrage international de son différend avec l'Iran sur un gisement gazier offshore

■ Le « Jerusalem Post » fait état de nouveaux missiles iraniens fournis au Hezbollah

■ Pour Israël, la réduction des garanties bancaires par Washington n'a rien d'une sanction

■ Une réunion secrète se tient à Londres entre responsables israéliens et palestiniens

page 26

### LES ÉTATS-UNIS ABANDONNENT LA DÉMOCRATIE

## Le réquisitoire d'Al Gore contre le changement de régime



Dans un discours prononcé le 9 novembre 2003 et que nous reproduisons intégralement, Albert Gore dénonce le démantèlement méthodique des libertés individuelles aux États-Unis depuis le 11 septembre 2001. L'ancien vice-président récuse la rhétorique de l'administration Bush qui prétend améliorer la sécurité de ses citoyens en suspendant leurs droits civiques élémentaires. Il s'inquiète de la concentration des pouvoirs par l'exécutif et de la transformation progressive du régime. Cette tribune est révélatrice de la mobilisation, qui s'étend maintenant à l'*establishment* démocrate, face à la dérive totalitaire du pays. Nous publions la première partie de cet important discours (la seconde partie se diffusée demain).

page 10

## Enquête sur les réseaux d'influence états-uniens

# Quand la CIA finançait les intellectuels européens

**Pour contrer l'influence soviétique en Europe, les États-Unis ont constitué, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, un réseau d'élites proaméricaines. La CIA a ainsi financé le Congrès pour la liberté de la culture, par lequel sont passés de nombreux intellectuels européens, au premier rang desquels Raymond Aron et Michel Crozier. Chargés, pendant la Guerre froide, d'élaborer une idéologie anticommuniste acceptable en Europe à la fois par la droite conservatrice et par la gauche socialiste et réformiste, ces réseaux ont été réactivés par l'administration Bush. Ils constituent aujourd'hui les relais européens des néo-conservateurs états-uniens.**



Raymond et Suzanne Aron, Michael Josselson et Denis de Rougemont  
(c) Diana Josselson

En 1945, l'Europe, ruinée par la guerre, devient l'enjeu de luttes d'influence entre les États-Unis et l'Union soviétique qui désirent dominer le continent. Afin de contenir la progression des partis communistes en Europe, les gouvernements états-uniens à partir de 1947 mènent une politique interventionniste en prenant appui sur les services secrets, principalement la CIA. Il s'agit d'une part de développer un groupe d'élites pro-états-uniennes par l'intermédiaire du Plan Marshall, relayé en France par le Commissariat au Plan,

et d'autre part de financer les intellectuels anticommunistes. Ce projet de diplomatie culturelle prend forme à travers la fondation du Kongress für Kulturelle Freiheit (Congrès pour la liberté de la culture) qui rassemble des personnalités généralement impliquées dans plusieurs opérations d'ingérence états-unienne en Europe (commissions de modernisation, projet de l'Europe fédérale...).

Financé secrètement pendant dix-sept ans par la CIA jusqu'au scandale de 1967, le Congrès pour la liberté de la culture constitue le fer de lance de la diplomatie culturelle états-unienne d'après-guerre. Des intellectuels, écrivains, journalistes, artistes se réunissent afin de réaliser un programme diplomatique dont l'objectif est la défaite idéologique du marxisme. Des revues, des séminaires médiatisés, des programmes de recherche, la création de bourses universitaires, le développement de réseaux de relations informels permettent à l'organisation d'avoir un impact réel dans les milieux universitaires, politiques, artistiques...

Pendant vingt-cinq ans, le Congrès pour la liberté de la culture recrute des intellectuels et fabrique ainsi des réseaux durables d'ingérence en Europe, notamment en France, pays désigné comme l'une des cibles prioritaires de Washington. Ces réseaux ont survécu à la dissolution de l'organisation et ont été réactivés par l'administration Bush. Ils constituent aujourd'hui les relais européens de la diplomatie culturelle décidée par les néo-conservateurs et les néo-libéraux états-uniens, eux-mêmes issus des rangs du Congrès pour la liberté de la culture.

## La naissance du Kongress für Kulturelle Freiheit

Le Kongress für Kulturelle Freiheit est né en juin 1950 à Berlin dans la zone d'occupation états-unienne. Le secrétaire général de la réunion, Melvin Lasky, est un journaliste new-yorkais installé en Allemagne depuis la fin de la guerre. Militant de la gauche anti-stalinienne, il devient le rédacteur en chef de *Der Monat (Le Mois)*, revue créée en 1947 avec l'appui de l'Office of Military Government of the United-States, et notamment du général Lucius Clay, « proconsul » de la zone d'occupation états-unienne en Allemagne.



Melvin Lasky

Soutenu par un comité « non-officiel et indépendant », Melvin Lasky tente de rassembler des intellectuels libéraux et socialistes dans une organisation unique, une « internationale » anticommuniste. Le comité de soutien comprend des personnalités comme le philosophe allemand Karl Jaspers, le socialiste Léon Blum, des écrivains comme André Gide et François Mauriac, des universitaires comme Raymond Aron et des intellectuels états-uniens, comme James Burnham et Sidney Hook, principaux théoriciens des New York Intellectuals. Bien que le Congrès regroupe des personnalités du monde entier, y compris du Tiers-Monde, son terrain d'action est exclusivement européen.

Le Congrès pour la liberté de la culture est sous le contrôle des intellectuels états-uniens, pour la plupart des trotskistes new-yorkais, notamment Sol Levitas, animateur du New Leader, et Elliot Cohen, fondateur de

*Commentary* [1], ainsi que des partisans de l'Europe fédérale (Altiero Spinelli, Denis de Rougemont...). Car au-delà de la façade publique, les instances dirigeantes du Congrès ont de multiples connexions avec les réseaux d'ingérence états-uniens de l'après-guerre : l'administration du plan Marshall mais aussi l'American Committee for United Europe (ACUE). Créé durant l'automne 1948 avec l'appui de personnalités gouvernementales (Robert Paterson, secrétaire à la guerre, Paul Hoffman, chef de l'administration du Plan Marshall, Lucius Clay), financé par la CIA, l'ACUE est chargé de favoriser la construction d'une Europe fédérale, conforme aux intérêts de Washington [2]. Cette proximité est même publiquement revendiquée en 1951, lorsqu'Henri Freney, au nom de l'ACUE rencontre officiellement les responsables du Congrès pour la liberté de la culture.

## Un manifeste : l'ère des organisateurs de James Burnham

Le Congrès pour la liberté de la culture s'appuie sur un manifeste, l'ouvrage de James Burnham paru en 1941, *The managerial revolution* [3]. Ce livre met en perspective l'émergence d'une nouvelle idéologie : la rhétorique technocratique. Contre la philosophie de l'Histoire marxiste, qui repose sur la lutte des classes, James Burnham insiste sur l'échec économique et idéologique de l'Union soviétique et annonce l'avènement de « l'ère des managers ». Selon lui, à l'Est comme à l'Ouest, une nouvelle classe dirigeante assure le contrôle de l'État et des entreprises ; cette classe, dite des directeurs, pose d'une façon nouvelle la distinction entre capital et travail. James Burnham récuse donc indirectement les thèses de la philosophie de l'Histoire marxiste (en affirmant que la dichotomie capital/salaire est dépassée) et la perspective d'une victoire des démocraties parlementaires (en prétendant que la décision passe du Parlement aux bureaux). En fait les politiques et les propriétaires traditionnels sont remplacés progressivement par une nouvelle classe de techniciens, de managers.

Avec cette théorie, qui n'est pas sans rappeler le mouvement technocratique des « synarques » dans les années 1930, il se fait le porte-parole d'une vision alternative de l'avenir, « ni de gauche, ni de droite » selon l'expression de Raymond Aron. Et c'est bien l'objectif : enrôler, dans la croisade anticommuniste, les conservateurs, mais surtout les intellectuels de la gauche non-communiste.

Ces thèses sont indissociables de la trajectoire sociale de l'auteur. Fils d'un dirigeant d'une compagnie de chemins de fer, après des études à Oxford et Princeton, James Burnham se fait connaître par la création de la revue *Symposium*. Abandonnant la philosophie thomiste, il s'intéresse à la traduction du premier ouvrage de Trotski, *The history of the russian revolution*. Il rencontre Sidney Hook et s'engage dans l'action politique trotskiste avec la fondation en 1937 du Socialist workers party. Après une période de militantisme (il participe à la Quatrième internationale), une polémique avec Trotski sert de point de départ à sa conversion politique. En 1950, il participe ainsi à la création du Congrès pour la Liberté de Culture à Berlin, où il occupe des postes décisionnels importants jusqu'à la fin des années 1960. Pourtant, malgré son engagement dans les réseaux du Congrès, « piégé » par son passé

révolutionnaire, James Burnham perd son poste d'universitaire durant la période du maccarthysme.

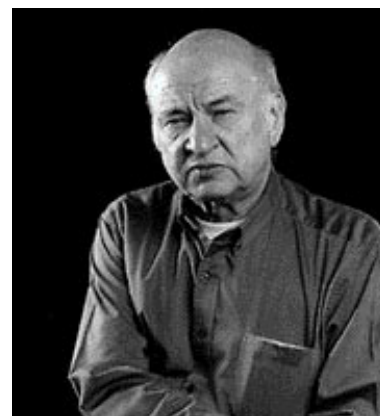
C'est dans le cadre de ce revirement politique - du trotskisme à la lutte anticommuniste - que James Burnham écrit *The managerial revolution*, qui constitue un instrument pratique de conversion (pour son auteur mais aussi pour les autres membres du Congrès souvent issus, eux aussi, des milieux trotskistes, notamment les New York Intellectuals [4]).

## L'import-export de la rhétorique de la Troisième voie

La rhétorique de la Troisième voie (« *la fin des idéologies* », « *la compétence technique des dirigeants* ») fédère dans toute l'Europe de l'ouest des groupes politiques qui s'investissent dans les activités du Congrès, véritable think tank chargé d'élaborer une idéologie anticommuniste acceptable en Europe à la fois par la droite conservatrice et par la gauche socialiste et réformatrice. En France, trois courants politiques collaborent avec le Congrès : les militants de l'ex RDR (Rousset et Altman), les intellectuels gaullistes de la revue *Liberté de l'esprit* tels que Malraux, et les fédéralistes européens.

La doctrine officielle du Congrès a été principalement élaborée par les New York Intellectuals. Leurs publications sont vulgarisées dans les pays européens par des « passeurs » transatlantiques qui assurent des fonctions de relais comme Raymond Aron, qui est à l'origine de la traduction de *L'ère des organisateurs*, Georges Friedmann qui reprend à son compte les thèses de Daniel Bell, auteur de *The end of ideology* publié en 1960... En France, les passeurs sont essentiellement des intellectuels relativement marginalisés dans l'espace universitaire ; le Centre d'études sociologiques (CES) constitue l'un des lieux de recrutement du Congrès, dans le sillage du Commissariat au Plan [5]. Les planificateurs attribuent en effet la plupart des crédits de recherche à des économistes et des sociologues qu'ils désirent enrôler afin de légitimer leurs décisions. Edgar Morin, Georges Friedmann, Eric de Dampierre, chercheurs du CES, sont ainsi présents au Congrès anniversaire de 1960.

Les intellectuels français du Congrès s'expriment à travers la revue *Preuves*, équivalent hexagonal de *Der Monat*. Le recrutement est assuré par le délégué parisien du Congrès, poste détenu par un intellectuel new-yorkais, Daniel Bell qui distribue des crédits de recherche ou des bourses d'études (aux États-Unis) à des jeunes intellectuels européens en échange de leur collaboration à la lutte anticommuniste.



Edgar Morin

Cette stratégie de recrutement efficace aboutit à la « démarxisation » (selon l'expression utilisée par Domenach, directeur d'*Esprit*) de certains milieux intellectuels plus ou moins liés au Parti communiste.



## Raymond Aron : un intellectuel de la première génération

Raymond Aron, impliqué dans les activités françaises du Congrès jusqu'au scandale de 1967, est l'importateur des thèses des New York Intellectuals. Il fait traduire en 1947 le livre de son ami James Burnham (la première édition de *L'ère des organisateurs* est préfacée par le socialiste Léon Blum) et organise la diffusion des théories de la Troisième voie.

Après la publication de *L'homme contre les tyrans* en 1946 et du *Grand schisme* en 1948, véritables manifestes des conservateurs français, Raymond Aron s'engage dans les réseaux du Congrès dès sa création à Berlin en 1950. Fortement impliqué dans ses structures de décision, au même titre que Michel Collinet et Manès Sperber, Raymond Aron est aussi reconnu comme l'un des théoriciens majeurs de « l'internationale » anticommuniste. En 1955, à la conférence internationale de Milan, il est l'un des cinq orateurs de la séance inaugurale (avec Hugh Gaitskell, Michael Polanyi, Sidney Hook et Friedrich von Hayek [6]). La même année, il publie *L'opium des intellectuels*, texte inspiré par les idées de James Burnham, dans lequel il dénonce le neutralisme des intellectuels de la gauche non communiste. En 1957, il rédige la préface de *La révolution hongroise, Histoire du soulèvement*, de Melvin Lasky et François Bondy, deux personnalités majeures du Congrès.

Né en 1905, dans « une famille de la bourgeoisie moyenne du judaïsme français » [7], Raymond Aron, normalien (1924), agrégé (1928), à la veille de la Seconde Guerre mondiale, se destine à une carrière de philosophe. En 1948, malgré le succès des thèses phénoménologico-existentialistes, il n'est pas choisi pour succéder à Albert Bayet à la Sorbonne ; il est contraint d'accepter des postes, relativement peu prestigieux, dans des écoles du pouvoir (ENA, IEP Paris). Parallèlement à cet échec, il acquiert des positions dominantes dans l'espace journalistique (il est l'éditorialiste du *Figaro* de 1947 à 1977, et participe à *L'Express* jusqu'à sa mort en 1983) et dans l'espace politique (en 1945, il est membre du gouvernement du général de Gaulle). Cette conversion à « droite » (à la veille de la guerre, Aron est un intellectuel socialiste), à un moment où Sartre domine la scène intellectuelle, est amplifiée par l'engagement dans les réseaux du Congrès et par sa participation active aux commissions de modernisation organisée par l'Association française pour l'accroissement de la productivité, créée en 1950 et qui dépendait du Commissariat au Plan.

## La fabrication d'un intellectuel « pro-américain » : la trajectoire politique de Michel Crozier



Michel Crozier

Michel Crozier, autre acteur clé du dispositif, peut être considéré comme un produit fabriqué par les réseaux du Congrès, qu'il intègre à la fin des années 50 ; son parcours met en perspective les modalités d'instrumentalisation des jeunes intellectuels dans le cadre de la diplomatie culturelle états-unienne.

Au début des années 50, Michel Crozier est un jeune intellectuel connu grâce au succès d'un article publié dans *Les temps modernes*, la revue dirigée par Sartre.

Dans ce texte intitulé « Human engineering », l'auteur s'attaque violemment au New Deal, condamne l'enrôlement des savants et dénonce les méthodes du patronat. L'article est fondamentalement « antiaméricain », « ultragauchiste ». Michel Crozier participe par ailleurs à Socialisme et barbarie, groupe dirigé par Cornelius Castoriadis et fonde *La tribune des peuples*, une revue tiers-mondiste ; il est soutenu par Daniel Guérin, un trotskiste français.

En 1953, Michel Crozier rompt avec les réseaux du trotskisme français et entre dans le groupe *Esprit* où il publie un article critiquant l'intelligentsia de gauche. Cette rupture est renforcée par la rencontre, en 1956, de Daniel Bell, délégué parisien du Congrès. Celui-ci obtient pour Crozier une bourse d'études à Stanford. [8]

En 1957, il participe au congrès de Vienne. Son intervention sur le syndicalisme français est publiée dans *Preuves*.

Intégré dans les réseaux de passeurs, Michel Crozier participe aux commissions de modernisation et devient l'un des idéologues majeurs, avec Raymond Aron, de la Troisième voie française. Il rédige une partie du manifeste du club Jean Moulin [9], réunion de personnalités proches des planificateurs (Georges Suffert, Jean Ripert, Claude Gruson). Ce texte résume fidèlement les lignes directrices de la propagande de la Troisième voie : fin des idéologies, rationalité politique, participation des ouvriers à la gestion de l'entreprise, dévalorisation de l'action parlementaire et promotion des technocrates ...

En 1967, grâce au soutien de Stanley Hoffmann (collaborateur d'*Esprit* et fondateur du Center for european studies), Michel Crozier est recruté à Harvard. Il rencontre Henry Kissinger et Richard Neustadt, ancien conseiller de Truman, auteur du best-seller *The power of presidency*. Par l'intermédiaire d'un club organisé par Neustadt, Michel Crozier fréquente Joe Bower, le protégé de MacGeorge Bundy, le chef d'état-major de Kennedy et de Johnson et le président du staff de la Fondation Ford.

Après le scandale de 1967, Michel Crozier, intellectuel « pro-américain » fabriqué par le Congrès, est donc naturellement l'une des personnalités sollicitées pour présider à la reconstruction de l'organisation anticommuniste.

## **Du Congrès pour la liberté de la culture à l'Association internationale pour la liberté de la culture**

En 1967, éclate en effet le scandale du financement occulte du Congrès pour la liberté de la culture, rendu public, en pleine guerre du Vietnam, par une campagne de presse. Dès 1964, le *New York Times* avait pourtant publié une enquête sur la fondation Fairfield, principal bailleur de fonds officiel du Congrès, et ses liens financiers avec la CIA. À cette époque, l'agence de renseignement états-unienne, par l'intermédiaire de James Angleton [10] tenta de censurer les références au Congrès.

Les dirigeants du Congrès nettoient l'organisation avec l'aide de la fondation Ford qui assume, dès 1966, la totalité du financement. À l'occasion de cette

réorganisation, MacGeorge Bundy propose à Raymond Aron de présider la reconstruction du Congrès ; celui-ci refuse en 1967, effrayé par le scandale déclenché en Europe.

Cette année là, un article du magazine *Ramparts* provoque, malgré une campagne de dénigrement organisée par les services secrets [11], une vague de scandale sans précédent dans l'histoire du Congrès pour la liberté de la culture. Thomas Braden (arrivé à la CIA en 1950, chargé d'organiser la Division internationale d'opposition au communisme) confirme le financement occulte du Congrès dans un article au titre provocateur, « Je suis fier que la CIA soit amoral ».

Après les événements de Mai 68, Jean-Jacques Servan-Schreiber, une des principales personnalités du club Jean Moulin, auteur d'un essai remarqué outre-Atlantique (le best-seller *Le défi américain* publié en 1967), se rend à Princeton en « *quasi-chef d'État [...] accompagné d'une suite qui en laissera pantois plus d'un* » [12]. Michel Crozier est chargé de la rédaction des conclusions du séminaire de Princeton pour la presse internationale (le séminaire de Princeton est la première réunion de l'Association internationale).

A partir de 1973, MacGeorge Bundy réduit progressivement les activités de la fondation Ford en Europe. L'Association internationale perd son influence et cesse d'exister (malgré la création d'organisations parallèles) en 1975, date de la signature des accords d'Helsinki.

Au même titre que le Plan Marshall, l'ACUE et le volet militaire du stay-behind, le Congrès pour la liberté de la culture a contribué à installer durablement en Europe, dans le contexte de la Guerre froide, des agents dépendants des crédits états-uniens chargés de concrétiser la diplomatie d'ingérence imaginée à Washington. Une collaboration qui se poursuit aujourd'hui en France par l'intermédiaire de l'aide apportée par les fondations états-uniennes aux intellectuels de la nouvelle Troisième voie française.

### Denis Boneau

---

Lire à ce sujet les enquêtes de Thierry Meyssan sur les réseaux des États-Unis en Europe :

- ▶ [Contrôle des démocraties : Stay-behind, les réseaux d'ingérence américains](#)
  - ▶ [Le coup d'État du 13 mai 1958 : Quand le stay-behind portait De Gaulle au pouvoir](#)
  - ▶ [Le putsch des généraux du 21 avril 1961 : Quand le stay-behind voulait remplacer De Gaulle](#)
- 

[1] *Commentary* est la revue quasi-officielle du Congrès pour la liberté de la culture. Elle a été dirigée par Irving Kristol de 1947 à 1952, puis par Norman Podhoretz de 1960 à 1995, qui sont aujourd'hui deux figures clés du mouvement néo-conservateur états-unien. Le fils d'Irving Kristol, William Kristol, dirige actuellement la revue des « néo-cons », le *Weekly Standard*.

[2] Rémi Kauffer, « [La CIA finance la construction européenne](#) », *Historia*, 27 Février 2003.

[3] James Burnham, *The managerial revolution or what is happening in the world now*, New York, 1941. *L'ère des organisateurs*, éditions Calmann-Lévy, 1947.



[4] Joseph Romano, « James Burnham en France : L'import-export de la "révolution managériale" après 1945 », *Revue Française de Science Politique*, 2003.

[5] Le Commissariat au Plan, créé en 1946 afin d'organiser la distribution des crédits du Plan Marshall (volet économique de la diplomatie états-unienne d'après-guerre), a permis, sous l'impulsion de Jean Monnet, de développer la collaboration entre les hauts fonctionnaires français et les diplomates états-unis. Etienne Hirsch, successeur de Jean Monnet, a mis en place des instances de « concertation », différents organismes rassemblant des universitaires, des syndicalistes, des hauts fonctionnaires... Les planificateurs ont ainsi fédéré les personnalités liées aux intérêts de Washington et se sont engagés dans une démarche de promotion du « modèle américain » notamment par l'intermédiaire des clubs politiques comme le club Jean Moulin (Georges Suffert, Jean-Jacques Servan-Schreiber), le club Citoyens 60 (Jacques Delors) et le cercle Tocqueville (Claude Bernardin).

[6] En 1947, Hayek participe activement à la fondation de la Société du Mont-Pèlerin. Maison-mère des think tanks néo-libéraux, l'organisation soutenue par l'Institute of Economic Affairs (1955), le Centre for Policy Studies (1974) et l'Adam Smith Institute (1977), regroupe les principaux artisans de la victoire de Margaret Thatcher en 1979. Keith Dixon, *Les évangélistes du marché*, Raisons d'agir, 1998. Voir la note du Réseau Voltaire consacré à la [Société du Mont pélerin](#).

[7] Raymond Aron, *Mémoires, 50 ans de réflexion politique*, Julliard, 1983.

[8] Michel Crozier, *Ma belle époque*, Mémoires, Librairie Arthème Fayard, 2002.

[9] Manifeste du Club Jean Moulin, *L'État et le citoyen*, Seuil, 1961.

[10] James Angleton, membre de la CIA, a participé aux opérations du stay-behind en Europe. Il était le patron X2 du contre-espionnage, et a été chargé, à cette occasion d'entrer en contact le patron du SDECE, les services secrets français, Henri Ribière. Voir « [Stay-behind : les réseaux d'ingérence américains](#) ».

[11] Frances Stonor Saunders, *Qui mène la danse ? La CIA et la guerre froide culturelle*, Éditions Denoël, 2003.

[12] Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris, 1950-1975*, Arthème Fayard, 1995.

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.

*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

*Voltaire* est publié 280 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé par Écopay :

[www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php).

## Les États-Unis abandonnent la démocratie

# Le réquisitoire d'Al Gore contre le changement de régime

**Dans un discours prononcé le 9 novembre 2003 et que nous reproduisons intégralement, Albert Gore dénonce le démantèlement méthodique des libertés individuelles aux États-Unis depuis le 11 septembre 2001. L'ancien vice-président récuse la rhétorique de l'administration Bush qui prétend améliorer la sécurité de ses citoyens en suspendant leurs droits civiques élémentaires. Il s'inquiète de la concentration des pouvoirs par l'exécutif et de la transformation progressive du régime. Cette tribune est révélatrice de la mobilisation, qui s'étend maintenant à l'*establishment* démocrate, face à la dérive totalitaire du pays. Nous publions la première partie de cet important discours (la seconde partie se diffusée demain).**



Al Gore

Merci Lisa pour cette chaleureuse et généreuse introduction. Merci Zack et merci à vous tous d'être présents aujourd'hui.

Je voudrais remercier l'American Constitution Society d'avoir co-sponsorisé cet événement, ainsi que pour leur considérable travail et leur engagement en défense de nos valeurs communes les plus fondamentales.

Je tiens à remercier particulièrement Moveon.org, non seulement d'avoir co-sponsorisé cet événement, mais aussi pour leur utilisation des technologies du XXIe siècle qui insufflent de la vie dans notre démocratie.

En ce qui me concerne, je ne suis qu'un « politique en convalescence », mais je crois sincèrement que chacun d'entre nous devrait se préoccuper de certains des problèmes les plus importants concernant l'avenir des États-Unis.

Parmi ces problèmes, le plus crucial est peut-être celui dont je vais parler aujourd'hui : le véritable rapport entre la liberté et la sécurité. Il me semble donc logique que le point de départ de cette discussion soit un état des lieux concernant les libertés civiles et la sécurité depuis les lâches attaques du 11 septembre 2001 contre les États-Unis ; il est d'ailleurs important de préciser, dès le départ, que le gouvernement et le Congrès ont apporté de nombreuses et bénéfiques améliorations visant à rendre plus efficaces les efforts des services de maintien de l'ordre et de renseignement dans la lutte contre les terroristes potentiels.

**« Pour la première fois dans notre histoire, des citoyens états-uniens ont été arrêtés par les forces de l'exécutif et placés en détention sans savoir de quel crime on les accusait ».**

Néanmoins, de nombreux autres changements ont eu lieu ; ignorés par beaucoup, ils s'avèrent être de mauvaises surprises. Par exemple, pour la première fois dans notre histoire, des citoyens états-uniens ont été arrêtés par les forces de l'exécutif et placés en détention sans savoir de quel crime on les accusait, sans pouvoir bénéficier d'un procès, sans pouvoir consulter un avocat ni même contacter leur famille.

Le président Bush s'attribue le droit unilatéral de réserver ce sort à tout citoyen états-unien qu'il considère comme « combattant ennemi ». Voilà des mots magiques. Si le président lui-même estime que ces deux mots décrivent quelqu'un avec justesse, alors cette personne peut être aussitôt enfermée et maintenue en isolement pour aussi longtemps que le souhaitera le président, sans qu'aucun tribunal n'ait le droit de déterminer si les faits justifient vraiment sa détention.

Maintenant, si le président commet une erreur ou si de fausses informations lui sont communiquées par l'un de ses subordonnés et qu'une personne innocente est emprisonnée, alors il est presque impossible pour cette personne de prouver son innocence, ne pouvant parler ni à un avocat, ni à sa famille ou quiconque, et n'ayant même pas le droit d'être informé précisément du crime dont elle est accusée. Ainsi, ce droit constitutionnel à la liberté et à la poursuite du bonheur, que nous avons traditionnellement l'habitude de considérer comme « inaliénable », peut maintenant être subitement refusé à tout États-unien par le président, sans aucun examen significatif de la part d'une quelconque autre branche du gouvernement.

Comment devons-nous réagir à cela ? Est-ce acceptable ?

Voici un autre changement récent dans nos libertés civiles : dorénavant, s'il le souhaite, le gouvernement fédéral est en droit de surveiller quels sites internet vous visitez, de tenir une liste de tous les individus avec qui vous échangez des courriels ou des appels téléphoniques, sans même avoir l'obligation de présenter les raisons probantes qui les amènent à considérer que vous avez fait

quoi que ce soit de mal. Ils n'ont pas de comptes à rendre à un tribunal sur l'utilisation de ces informations. En outre, très peu d'obstacles les empêchent de pouvoir lire le contenu de tous vos courriels.

N'y a-t-il rien à redire à cela ?

**« Au cours des 212 premières années de l'histoire des États-Unis, si les policiers voulaient fouiller votre domicile, ils devaient convaincre un juge indépendant de leur accorder un mandat de perquisition [...]. Tout cela a changé. Il y a deux ans, les agents fédéraux ont été légalement autorisés par le Patriot Act à "fouiller et filer" dans des affaires n'ayant pas de rapport avec le terrorisme. »**

Dans ce cas, que pensez-vous de cet autre bouleversement ?

Au cours des 212 premières années de l'histoire des États-Unis, si les policiers voulaient fouiller votre domicile, ils devaient convaincre un juge indépendant de leur accorder un mandat de perquisition puis, sauf rares exceptions, devaient frapper à votre porte et crier « Ouvrez ! » Ensuite, si vous n'ouvriez pas rapidement, ils pouvaient enfoncer la porte. Dans l'éventualité où ils saisissaient quelque chose, ils devaient aussi déposer une liste détaillant ce qu'ils avaient pris. De cette manière, si une grave erreur était commise (comme c'est parfois le cas), vous aviez la possibilité d'aller récupérer vos biens.

Cependant tout cela a changé. Il y a deux ans, les agents fédéraux ont été légalement autorisés par le Patriot Act à « fouiller et filer » dans des affaires n'ayant pas de rapport avec le terrorisme. Ils peuvent pénétrer secrètement dans votre domicile sans avis préalable, que vous soyez présent ou non, et attendre des mois avant de vous informer de cette incursion. Il n'est pas nécessaire que cela ait un rapport quelconque avec le terrorisme. Cette disposition peut être appliquée pour n'importe quel délit anodin. La nouvelle loi facilite grandement le contournement de la nécessité d'obtention d'un mandat traditionnel, simplement en déclarant que la perquisition de votre domicile pourrait avoir un lien (même le plus ténu) avec une enquête sur un agent d'une puissance étrangère. Ils peuvent s'en référer à un autre tribunal, secret quant à lui, qui a plus ou moins l'obligation de leur délivrer un mandat s'ils le demandent.

**« Le fait que le gouvernement écoute tout ce que vous dites à votre avocat n'a-t-il pas d'importance ? Cela ne pose-t-il décidément pas de problème ? »**

Il y a de cela trois semaines, lors d'un discours au quartier général du FBI, le président Bush est allé encore plus loin, en proposant formellement qu'il soit accordé au secrétaire à la Justice le droit d'autoriser des citations en justice sur ordre administratif, sans l'impératif d'un mandat émanant d'un quelconque tribunal.

Qu'en est-il du droit à consulter un avocat si l'on est arrêté ? N'est-ce pas là quelque chose d'important ?

Le secrétaire à la Justice Ashcroft a défini de son propre chef des règlements autorisant l'écoute secrète de conversations entre avocats et clients, contournant les procédures d'obtention préalable d'un accord judiciaire pour de telles écoutes, comme c'était le cas dans les rares circonstances qui le permettaient par le passé. Dorénavant, quiconque se trouve en détention doit considérer que le gouvernement écoute en permanence les entretiens avec ses avocats.

Le fait que le gouvernement écoute tout ce que vous dites à votre avocat n'a-t-il pas d'importance ? Cela ne pose-t-il décidément pas de problème ?

**« Le FBI peut demander les fichiers des banques, collèges, hôtels, hôpitaux, sociétés de cartes de crédit et beaucoup d'autres types d'établissements. »**

Ou encore, pour prendre un autre exemple de réforme qui, grâce aux bibliothécaires, est plus connue du public, le FBI est maintenant en droit de se rendre dans n'importe quelle bibliothèque et de demander la liste de tous les usagers de celle-ci, ainsi qu'une liste de tous les ouvrages lus par ces usagers. De même, le FBI peut demander les fichiers des banques, collèges, hôtels, hôpitaux, sociétés de cartes de crédit et beaucoup d'autres types d'établissements. Du reste, ces réformes ne sont qu'un commencement. Pas plus tard que la semaine dernière, le secrétaire à la Justice Ashcroft a établi de toutes nouvelles directives permettant aux agents du FBI d'effectuer des contrôles de crédit et d'historique bancaires, ainsi que de rassembler d'autres renseignements sur toute personne présentant un « intérêt dans le cadre d'une enquête », c'est-à-dire considérée comme suspecte par l'agent, sans preuve d'agissements criminels.

Cela ne dérange-t-il donc personne ?

Écoutez le traitement réservé à une question similaire par la plus haute cour de justice israélienne quand, en 1999, on lui demanda de statuer des droits de procédure appropriés pour les terribles menaces pesant sur la sécurité de son peuple :

*« Il s'agit du destin de la démocratie, car pour elle tous les moyens ne sont pas acceptables et toutes les méthodes employées par ses ennemis ne lui sont pas permises. Bien qu'une démocratie doive souvent se battre avec une main entravée dans le dos, il lui reste néanmoins une main libre. Préserver l'autorité de la loi et la reconnaissance des libertés individuelles constitue une part essentielle de son approche de la sécurité. Au final elle s'en trouve renforcée. »*

Je tiens à remettre en cause l'hypothèse du gouvernement Bush selon laquelle nous devons renoncer à bon nombre de nos libertés traditionnelles afin d'être à l'abri des terroristes.

Pour la simple raison que cela est faux.

En fait, selon moi, considérer qu'un tel un assaut contre nos libertés civiles est le meilleur moyen pour lutter contre les terroristes n'a pas plus de sens que de lancer une invasion de l'Irak comme meilleur moyen pour attraper Oussama Ben Laden.

**« [Le gouvernement] a fait un usage sans précédent du secret et de la tromperie afin d'éviter de devoir rendre des comptes au Congrès, aux tribunaux, à la presse et au peuple. »**

Dans les deux cas, le gouvernement s'en est pris à la mauvaise cible.

Dans les deux cas, il a, de manière irréfléchie, mis notre pays dans une grave et inutile situation de danger, tout en évitant et en négligeant des défis autrement plus importants qui s'imposent et qui, au contraire, aideraient à protéger le pays.

Dans les deux cas, le gouvernement a entretenu de fausses impressions et trompé la nation en s'appuyant sur une présentation des faits superficielle, émotionnelle et manipulatrice qui n'est pas digne de la démocratie états-unienne.

Dans les deux cas, il a exploité des peurs collectives à des fins politiquement partisans et s'est posé en courageux défenseur de notre pays alors qu'en vérité, faute de rendre les États-Unis plus forts, il les a affaiblis.

Dans les deux cas, il a fait un usage sans précédent du secret et de la tromperie afin d'éviter de devoir rendre des comptes au Congrès, aux tribunaux, à la presse et au peuple.

En effet, ce gouvernement a mis tête-bêche la présomption fondamentale de notre démocratie. Un gouvernement par et pour le peuple est censé être de manière générale ouvert au regard scrutateur et collectif du peuple, de même que l'information privée du peuple lui-même devrait être protégée en permanence de l'intrusion du gouvernement.

Mais au lieu de cela, ce gouvernement cherche à mener ses activités dans le secret, alors même qu'il exige un accès étendu et sans restrictions aux informations personnelles concernant les citoyens états-uniens. Sous prétexte de protéger la sécurité nationale, il a obtenu de nouveaux pouvoirs lui permettant de rassembler des renseignements sur les citoyens et les garder secrets. Pourtant, il refuse lui-même simultanément de dévoiler des informations qui présentent un grand intérêt dans le cadre de la guerre au terrorisme.

Il va jusqu'à refuser avec arrogance de fournir à la commission chargée de l'enquête sur le 11 septembre 2001 des renseignements qui sont en sa possession. Cette commission est le groupe d'enquête officiel chargé d'examiner



non seulement les actions du gouvernement Bush, mais aussi les actions du gouvernement précédent, dans lequel j'avais des responsabilités. Son objectif est de nous en apprendre un maximum sur la façon de prévenir de futures attaques terroristes.

Il y a deux jours, la commission a dû assigner le Pentagone en justice, celui-ci ayant maladroitement préféré privilégier le désir du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld de ne pas être mis dans l'embarras, aux dépens du besoin de la nation d'apprendre comment nous pouvons parer au mieux à de futures attaques terroristes. La commission a aussi émis un avis selon lequel elle assignera la Maison-Blanche en justice si le président persiste à garder pour elle des informations essentielles au déroulement de l'enquête.

La Maison-Blanche refuse également de répondre à des requêtes bipartisanes du Congrès au sujet d'informations sur le 11 septembre 2001, alors que ce dernier ne fait qu'exercer son mandat constitutionnel de supervision. Comme l'a noté le sénateur Main : *« Un maintien excessif du secret de la part de l'administration sur des sujets se rapportant aux attaques du 11 septembre 2001 alimente les théories du complot et nuit à la confiance du public vis-à-vis du gouvernement. »*

**« Visiblement, le président a le souci de cacher au Congrès ce qui a été qualifié de mises en garde claires, appuyées et explicites lui ayant été communiquées quelques semaines avant le 11 septembre 2001, selon lesquelles des terroristes projetaient de détourner des avions civils et de les utiliser pour nous attaquer. »**

Dans un geste révélateur, il y a tout juste trois jours, la Maison-Blanche a demandé à la majorité républicaine du Sénat de clore les investigations du comité d'enquête sur le 11 septembre 2001 sur la base de querelles politiques triviales. Visiblement, le président a le souci de cacher au Congrès ce qui a été qualifié de mises en garde claires, appuyées et explicites lui ayant été communiquées quelques semaines avant le 11 septembre 2001, selon lesquelles des terroristes projetaient de détourner des avions civils et de les utiliser pour nous attaquer.

Chose surprenante, la majorité républicaine du Sénat a promptement obéi à la demande du président. Une telle obéissance et une telle complicité, revêtant toute l'apparence d'une dissimulation de la part du parti au pouvoir, dans une branche séparée et censée avoir un rôle égal au sein du gouvernement, évoque un lointain passé, lorsqu'un secrétaire à la Justice républicain et son secrétaire avaient démissionné plutôt que de se plier à l'injonction qui leur était formulée, à savoir d'écarter le procureur spécial chargé de l'enquête sur Richard Nixon.

**« Plus de deux ans après avoir raflé la bagatelle de 1 200 individus d'origine arabe, ils refusent toujours de communiquer les noms des personnes détenues »**

Dans un geste encore plus éhonté, plus de deux ans après avoir raflé la bagatelle de 1 200 individus d'origine arabe, ils refusent toujours de communiquer les noms des personnes détenues, quand bien même pratiquement tous ceux qui furent arrêtés ont été depuis écartés de tout soupçon de terrorisme par le FBI et qu'absolument rien ne justifie, en termes de sécurité nationale, le fait de garder leur nom secret. Pourtant, parallèlement, les responsables de la Maison-Blanche eux-mêmes ont, en violation patente de la loi, divulgué le nom d'un agent de la CIA servant le pays, dans le but d'atteindre son mari qui les avait offusqués en dévoilant le recours du président à de fausses preuves lors de son discours sur l'état de l'Union, dont l'objectif était notamment de convaincre le pays que Saddam Hussein était sur le point de fabriquer des armes nucléaires.

Tout en revendiquant le droit de consulter l'historique bancaire de chaque États-unien, ils sont en train d'adopter une nouvelle politique, dans le cadre du Freedom of Information Act, qui encourage activement les agences fédérales à envisager tout motif potentiel de non-divulgateion d'informations, sans parler des cas où cela porterait atteinte à un tiers. En d'autres termes, dorénavant le gouvernement fédéral cherchera par tous les moyens à éviter de donner suite à toute demande d'informations.

Ils ont en outre mis en place une nouvelle exemption, qui leur permet de refuser de divulguer à la presse et au public des informations relatives à la santé, la sûreté et l'environnement soumises au gouvernement par les entreprises. Il suffit pour cela qu'ils décrètent qu'il s'agit d'information « vitales pour la sécurité de l'infrastructure ».

En cachant soigneusement des informations sur leurs propres agissements, ils mettent à mal un élément fondamental de notre système de contrôle mutuel et d'équilibre des pouvoirs, car tant que les faits et gestes du gouvernement sont gardés secrets, il ne peut leur être demandé de comptes. Un gouvernement pour et par le peuple doit être transparent aux yeux du peuple.

Ce gouvernement justifie la collecte de toutes ces informations en affirmant que, de fait, cela contribue à notre sécurité. Pourtant, il ne s'agit pas du genre d'informations qui auraient été d'une grande utilité pour prévenir les événements du 11 septembre 2001. En revanche une somme importante d'informations spécifiques étaient en leur possession avant ces événements et auraient probablement pu être utilisées afin d'éviter la tragédie. Une analyse récente de la fondation Merkle (qui s'appuie sur des données émanant d'une société de logiciels ayant bénéficié de capitaux provenant d'une firme liée à la CIA) démontre cela de manière surprenante :

«

► *Fin Août 2001, Nawaq Alhamzi et Khalid Al-Michar ont acheté des places sur le vol American Airlines 77 (qui fut précipité sur le Pentagone). Ils ont utilisé leurs véritables identités pour acheter ces billets. Tous deux figuraient sur une liste de surveillance du département d'État nommée TIPOFF. Tous deux étaient de plus recherchés par le FBI et la CIA comme terroristes présumés, notamment parce qu'ils avaient été vus lors d'un rassemblement de terroristes en Malaisie.*

► *Les noms de ces deux passagers auraient correspondu exactement à ceux de*

la liste TIPOFF s'ils avaient été vérifiés. Mais cela n'aurait été qu'un début. D'autres vérifications d'informations auraient alors pu être entreprises.

► En vérifiant les adresses postales (qui sont facilement disponibles, y compris sur internet), les enquêteurs auraient découvert que Salem Al-Hamzi (qui avait lui aussi acheté un billet sur le vol American Airlines 77) utilisait la même adresse que Nawaq Alhazmi. Qui plus est, ils auraient aussi découvert que Mohammed Atta (vol American Airlines 11, tour Nord du World Trade Center) et Marwan Al-Shehhi (vol United Airlines 175, tour Sud du World Trade Center) utilisaient la même adresse que Khalid Al-Midhar.

► En vérifiant les numéros des passagers fréquents, les enquêteurs auraient découvert que Majed Moqed (vol AA 77) utilisait le même numéro que Al-Midhar.

► Mohamed Atta étant alors identifié comme possible associé du terroriste Al-Midhar, alors recherché, les agents auraient pu ajouter les numéros de téléphone de Atta (qui étaient publiquement disponibles) à leur liste de vérification. Ce faisant ils auraient identifié cinq autres pirates de l'air (Fayez Ahmed, Mohand Alshehri, Wail Alsheri et Abdulaziz Alomari).

► Plus proche encore du 11 septembre, un autre examen des listes de passagers, s'appuyant sur la liste de surveillance de l'INS (encore plus inoffensive puisque concernant les visas expirés), aurait permis l'identification de Ahmed Alghandi. Par ce biais, le même type de corrélation relativement simple aurait pu mener à l'identification des autres pirates, qui avaient embarqué sur le vol United 93 (celui qui s'est écrasé en Pennsylvanie). »

En plus de cela, Al-Midhar et Nawaf Alhamzi, qui figuraient tous deux sur la liste de surveillance des terroristes, louaient un appartement à San Diego sous leur propre nom et étaient présents, sous leur propre nom également, dans l'annuaire de San Diego alors que le FBI les recherchait.

Non pas qu'il trop faille se concentrer sur ces détails, mais cela montre bien que ce dont nous avons besoin est un travail d'analyse plus efficace et plus opportun. La simple accumulation de données brutes - généralement quasi-intégralement inappropriées - est non seulement d'aucune utilité mais peut même desservir la cause. Comme a glissé en privé un agent du FBI au sujet d'Ashcroft : « *Nous cherchons une aiguille dans une botte de foin pendant qu'il [Ashcroft] continue à entasser du foin.* »

En d'autres termes, recueillir une masse de données personnelles sur des centaines de millions de gens rend de fait plus difficile la protection de la nation contre les terroristes ; ils feraient donc mieux de s'en passer pour l'essentiel.

Pendant ce temps, le vrai problème réside dans le fait que pendant que le gouvernement parvient à donner l'impression qu'il fait tout ce qui est en son pouvoir pour protéger les États-Unis, en réalité il a gravement négligé la plupart des mesures qui auraient pu être prises pour rendre notre pays réellement plus sûr.

Par exemple, il n'existe toujours aucune stratégie sérieuse de sécurité intérieure visant à protéger des infrastructures telles que les réseaux de lignes électriques, les gazoducs, les installations nucléaires, les ports, les usines chimiques et autres.

Les cargaisons de fret ne sont toujours pas soumises, lors de leur entrée, à des tests de radioactivité. La question de la protection de certains emplacements de stockage d'armes nucléaires est régulièrement esquivée. Ils ne renforcent toujours pas les infrastructures dont il est fondamental qu'elles ne soient jamais vulnérables à une attaque terroriste. Ils n'investissent toujours pas pour embaucher les traducteurs et analystes dont nous avons besoin pour contrer la menace terroriste grandissante.

**« Une vaste majorité de ces entraves n'ont pas profité du tout à notre sécurité ; au contraire, elles nuisent à notre sécurité. »**

Le gouvernement n'investit toujours pas dans la formation des administrations et infrastructures locales qui pourraient peser plus efficacement dans la balance. Les services de premiers secours se voient toujours refuser les moyens nécessaires à leur action. Dans bien des cas, les services de pompiers et de police n'ont toujours pas les équipements adéquats pour communiquer entre eux. Le Centre de contrôle épidémiologique et les hôpitaux locaux sont toujours très loin d'être parés à l'éventualité d'une attaque biologique.

Le gouvernement ne s'est, à ce jour, pas encore saisi du problème de la désorganisation et des rivalités au sein des services de maintien de l'ordre, de renseignement et d'enquêtes. En particulier, l'essentielle coordination entre le FBI et la CIA, bien que finalement améliorée au sommet, demeure dysfonctionnelle au bas de la pyramide.

Les constantes atteintes aux libertés civiles alimentent la fausse impression que ces entraves sont nécessaires afin de prendre toutes les précautions vis-à-vis d'une autre attaque terroriste. Néanmoins la vérité est simplement qu'une vaste majorité de ces entraves n'ont pas profité du tout à notre sécurité ; au contraire, elles nuisent à notre sécurité.

**« Le traitement auquel sont soumis les immigrants en est probablement l'exemple le plus inquiétant. Ce mauvais traitement collectif a largement porté préjudice à notre sécurité ».**

Le traitement auquel sont soumis les immigrants en est probablement l'exemple le plus inquiétant. Ce mauvais traitement collectif a largement porté préjudice à notre sécurité, et cela de plusieurs manières.

Mais soyons avant tout clairs sur ce qui s'est passé : il ne s'agissait guère plus que d'une cruelle manœuvre politique de bas étage de la part de John Ashcroft. Plus de 99 % des hommes, en majorité d'origine arabe, qui ont été raflés avaient simplement dépassé leur durée d'autorisation de séjour ou commis d'autres délits de moindre importance en essayant de poursuivre le rêve américain, tout comme la plupart des immigrants. Mais ils ont été utilisés comme figurants par les autorités qui voulaient donner l'impression qu'ils avaient arrêté un nombre important de malfaiteurs. Du reste, nombre d'entre eux ont été traités de manière horrible et abusive.

**« Plus de 99 % des hommes, en majorité d'origine arabe, qui ont été raflés avaient simplement dépassé leur durée d'autorisation de séjour ou commis d'autres délits de moindre importance ».**

Prenons cet exemple rapporté en détail par Anthony Lewis :

*« Anser Mehmood, un Pakistanais qui avait dépassé la durée de séjour autorisée par son visa, a été arrêté à New-York le 3 octobre 2001. Le jour suivant il était brièvement interrogé par les agents du FBI, déclarant ensuite qu'ils ne s'intéressaient plus à lui. Puis il a été attaché à l'aide de menottes, de fers aux pieds et d'une chaîne à la taille avant d'être conduit au Metropolitan Detention Center de Brooklyn. Là-bas, les gardes lui ont passé deux autres paires de menottes ainsi qu'une autre paire de fers aux pieds. L'un d'entre eux l'a précipité contre un mur. Les gardes l'ont forcé à courir sur une longue rampe, les fers entaillant ses poignets et ses chevilles. Le mauvais traitement physique a été accompagné de réprimandes verbales. »*

*« Après deux semaines, Mehmood s'est vu autoriser à passer un appel téléphonique à sa femme. Elle n'était pas à la maison et Mehmood a été informé qu'il devrait attendre six semaines avant de pouvoir l'appeler de nouveau. Il ne devait la revoir pour la première fois, lors d'une visite, que trois mois après son arrestation. Durant toute cette période il est resté confiné dans une cellule sans fenêtres, en isolation totale, sous deux néons allumés en permanence. Au final on l'a inculpé pour usage de carte de sécurité sociale invalide. Il a été extradé en mai 2002, près de huit mois après son arrestation. »*

**« Après deux semaines, Mehmood s'est vu autoriser à passer un appel téléphonique à sa femme. Elle n'était pas à la maison et Mehmood a été informé qu'il devrait attendre six semaines avant de pouvoir l'appeler de nouveau. [...] Il est resté confiné dans une cellule sans fenêtres, en isolation totale, sous deux néons allumés en permanence. »**

La tradition religieuse de laquelle je suis issu, tout comme Ashcroft, contient cet enseignement de Jésus : *« Ce que tu fais au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que tu le fais. »*

Ne vous y trompez pas : le traitement humiliant enduré par nombre de ces immigrants vulnérables, aux mains du gouvernement, a engendré de profondes rancœurs et malmené la coopération dont nous avons désespérément besoin de la part des communautés d'immigrants aux États-Unis et des services de sécurité d'autres pays.

En second lieu, ces atteintes manifestes envers leurs droits ont sérieusement endommagé l'autorité morale et la crédibilité états-uniennes de part le monde, ainsi que délégitimisé les efforts de notre pays visant à perpétuer la défense des

Droits de l'homme partout dans le monde. Comme l'a formulé un analyste politique : « *Auparavant nous étions la mesure qui définit les grands principes ; aujourd'hui nous avons abaissé le niveau.* » J'ajouterai à cela que notre autorité morale est, après tout, notre principale ressource en termes de puissance durable dans le monde.

Qui plus est, les conditions de détention des prisonniers à Guantanamo ont particulièrement nui à l'image des États-Unis. Même l'Angleterre et l'Australie ont critiqué notre mépris vis-à-vis des lois internationales et de la Convention de Genève. Le traitement réservé aux captifs par le secrétaire à la Défense Rumsfeld s'est avéré à peu près aussi subtil que son plan d'« après-guerre » pour l'Irak.

Les atteintes massives aux libertés civiles ont donc fait du mal plutôt qu'aidé. Cela dit, il existe encore une autre raison de mettre fin de toute urgence aux agissements de ce gouvernement. En ce qui concerne les libertés civiles, il nous a conduits bien plus loin vers les abîmes d'un gouvernement intrusif de type « Big Brother », vers les écueils prophétisés par George Orwell dans son livre *1984*, bien plus loin qu'on ne l'aurait imaginé possible aux États-Unis d'Amérique.

Il y est parvenu principalement en alimentant et en exploitant les craintes et appréhensions collectives. Plutôt que de diriger en faisant appel à notre courage, ce gouvernement a choisi de nous diriger en stimulant nos peurs.

Il y a presque quatre-vingt ans, Justice Louis Brandeis écrivait : « *Ceux qui gagnèrent notre indépendance n'étaient pas des lâches... Ils n'exaltaient pas l'ordre aux détriments de la liberté.* » Ceux qui gagnèrent notre indépendance, comprenaient, toujours selon Brandeis, que « *le courage [est] le secret de la liberté* » et que « *la peur [n']engendre [que] la répression.* »

Au lieu de défendre nos libertés, ce gouvernement a cherché à nous en délester. Plutôt qu'accepter nos traditions d'ouverture et de responsabilité, ce gouvernement a choisi de régner en cultivant le secret et par une autorité incontestable. Au lieu de cela, ses assauts contre les principes primordiaux de notre démocratie n'ont fait qu'amputer nos libertés et notre sécurité.

[...]

---

La seconde moitié de ce discours sera publiée demain dans *Voltaire* et sur [ReseauVoltaire.net](http://ReseauVoltaire.net).

Traduction : Hervé Duval / Réseau Voltaire.  
Discours en anglais sur [MoveOn.org](http://MoveOn.org).



# Syrie : préparation de l'attaque

## Analyse

Tom Donnelly, ancien directeur de la communication de Lockheed Martin, et Vance Serchuk s'inquiètent du projet de réforme des armées de Donald Rumsfeld dans le *Weekly Standard*, organe officieux des néo-conservateurs. S'ils ne remettent pas en cause la mise en place de nouvelles stratégies développant la vitesse d'action des armées fondées sur les théories de Richard Myers, ils estiment qu'il est dangereux de se passer de troupes au sol. Ils réclament au contraire un développement des troupes capables de mener des politiques de contre-insurrection, indispensables au remodelage du Proche-Orient.

En vue d'un changement de régime en Syrie, il faut déterminer qui sera le Hamid Karzai de Damas. Nir Boms et Erick Stakelbeck proposent dans le *Jerusalem Post* la candidature de Farid Ghadry, président états-unien d'origine syrienne du Parti de la Réforme en Syrie (RPS), fondé peu après le 11 septembre. Ils voient comme un encouragement l'invitation de cette formation à assister au discours prononcé par le président Bush à l'occasion du vingtième anniversaire de la Fondation nationale pour la démocratie, une officine de la CIA fondée par Ronald Reagan et chargée d'organiser le renversement de régimes ennemis de Washington. En outre, les deux auteurs se félicitent que le RPS se soit associé à deux autres groupuscules syriens pour fonder la « Coalition démocratique syrienne » dont le programme économique ressemble beaucoup à celui que Paul Bremer applique en Irak. Nir Boms sait de quoi il parle, il est le vice-président de la Fondation pour la défense de la démocratie, un think tank fondé par James Woolsey, le « découvreur » d'Ahmed Chalabi.

Au Royaume-Uni, la population accepte de moins en moins les atteintes aux Droits de l'homme commises au nom de « la guerre au terrorisme » et les méthodes totalitaires de l'administration Bush. L'*International Herald Tribune*

reproduit le discours de Lord Steyn, juge de la plus haute cour de justice britannique, dénonçant le sort des prisonniers de Guantanamo et s'y associe. Dans un discours inhabituel pour un juge, théoriquement soumis à une réserve sur les questions politiques, il demande au gouvernement britannique de condamner ce qu'il qualifie de « monstruosité ». Ce discours a été salué par les défenseurs des Droits de l'homme britanniques, ceux-là même qui sont dénoncés par Max Boot dans le *Los Angeles Times*. L'expert du cabinet de relations publiques Benador Associates ironise sur ces membres de la « gauche caviar » qui ne dénoncent pas les dictatures hostiles aux États-Unis et ne voient les morts que quand elles sont causées par les bombes israéliennes et états-uniennes. Reprenant des exemples issus de la Guerre froide, il compare les pacifistes d'aujourd'hui aux intellectuels qui avaient soutenus Staline.

Warren Christopher s'inquiète de la perte de crédibilité internationale que les États-Unis subissent depuis l'arrivée au pouvoir de l'administration Bush. Sans réellement critiquer l'aventurisme colonial de la Maison-Blanche, il demande aux candidats à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 2004 d'afficher clairement une stratégie de rupture avec l'actuelle politique étrangère et d'adopter un discours rassurant vis-à-vis des alliés traditionnels des États-Unis et de l'ONU.

## Tom Donnelly, Vance Serchuk



Ancien vice président du Project for the New American Century, le think-tank qui a rédigé le programme militaire de George W. Bush pour l'élection présidentielle et organisé la campagne contre l'Irak, et directeur de la communication de Lockheed Martin, Tom Donnelly est chercheur à l'American Enterprise Institute.

Vance Serchuk est assistant de recherche à l'American Enterprise Institute.

### « Se préparer à combattre la prochaine guerre »

Source : Weekly Standard

Référence : « Preparing to Fight the Next War », par Tom Donnelly et Vance Serchuk, *Weekly Standard*, 1er décembre 2003

Alors que quotidiennement nous entendons des informations relatant la réalité de la contre-insurrection en Irak et du terrorisme dans le monde, les militaires revoient leur plan de guerre pour la Corée, le Moyen-Orient et ailleurs en se fondant sur l'hypothèse que les conflits peuvent être menés plus rapidement et en nécessitant moins de troupes. Il est vrai que notre victoire a été largement facilitée par notre rapidité d'action et le succès de l'opération « Liberté en Irak » est lié aux idées de **Richard Myers** pour qui « *la vitesse tue* ».

**Donald Rumsfeld** veut encore améliorer cela et développer des stratégies permettant d'utiliser le moins de troupes possible. Ces travaux visent à ne plus reproduire ce qui s'est passé en Irak avec la quatrième division d'infanterie qui a été déplacée en Irak plusieurs fois et est finalement arrivée après la prise de Bagdad. Toutefois, si cette division a manqué cette bataille, elle n'a pas manqué la guerre et elle est actuellement à l'œuvre à Tikrit contre les insurgés.. Cela démontre qu'en Irak, dans la guerre au terrorisme et dans la lutte pour libérer le Moyen-Orient, il faut être rapide mais également disposer de la capacité de rester longtemps sur le terrain.

Les responsables du **Pentagone** se concentrent sur les batailles mais semblent ignorer la guerre. Rumsfeld veut réduire la présence des troupes outremer mais cette présence est nécessaire pour garantir la sécurité des pays où nous nous trouvons et celle des pays que nous venons de libérer. Nous n'avons pas assez de troupes entraînées au mission de stabilisation. Les prochaines guerres des États-Unis auront lieu au Moyen-Orient et elles nécessiteront des troupes.

## Nir Boms, Erick Stakelbeck

Ancien fonctionnaire à l'ambassade d'Israël aux États-Unis, Nir Boms est vice-président de la Foundation for the Defense of Democracies et membre du Council for Democracy and Tolerance de Tashbih Sayyed.

Erick Stakelbeck est rédacteur pour l'Investigative Project, un institut de recherche sur le terrorisme basé à Washington.

### « Libérer Damas »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Free Damascus », par Nir Boms et Erick Stakelbeck, *Jerusalem Post*, le 27 novembre 2003.

Le 6 novembre, **George W. Bush** a appelé à l'établissement de la démocratie au Moyen-Orient devant les représentant du **Reform Party of Syria (RPS)**, un parti formé peu de temps après le 11 septembre et défendant la liberté en Syrie contre le régime ba'asiste. Pour ce parti, de plus en plus visible ces derniers mois, le temps de l'après 11 septembre offre des opportunités de renverser la clique au pouvoir depuis 40 ans à Damas.

Le RPS est dirigé par **Farid Ghadry**, un entrepreneur né en Syrie et vivant aux États-Unis depuis 28 ans. Il est entouré par un groupe de Kurdes et d'Arabes syriens qui travaillent dans les couloirs de Washington pour chercher un soutien des États-Unis aux mouvements d'oppositions syriens. Avec **Firas Kassar**, chef du Party of Modernization and Democracy for Syria, et **Taufic Hamdosch**, représentant du Syrian Democratic Party of Kurdistan, ils ont publié une charte pour l'avenir de la Syrie accordant la liberté d'expression et la liberté religieuse aux syriens, des élections libres et des réformes économiques conduisant à la création d'une ALENA au Moyen-Orient.

Avec l'adoption du Syria Accountability Act, les États-Unis semblent prêts à les soutenir et vouloir en finir avec ce régime qui soutient le terrorisme. Cette attitude a déjà porté ses fruits puisque le vice-président syrien a affirmé que le parti Ba'as allait réfléchir à des réformes politiques.

## Lord Steyn



Lord Steyn est l'un des 12 juges de la Haute cour de justice britannique. Il s'est rendu célèbre au Royaume-Uni en refusant l'immunité au général Pinochet suite à la demande d'extradition de ce dernier vers l'Espagne.

### « Guantanamo, un monstrueux échec de la justice »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Guantánamo : A monstrous failure of justice », par Lord Steyn, *International Herald Tribune*, 27 novembre 2003.

Même à notre époque, de terribles injustices sont menées au nom de la sécurité et les juges ont le devoir, même en temps de crise, de limiter les abus de pouvoirs. Depuis le 13 novembre 2001, des prisonniers afghans, jugés par des commissions militaires, se voient niés le statut de prisonniers de guerre. 660 prisonniers, dont des enfants entre 13 et 16 ans et des vieillards, sont enfermés à Guantanamo, dans des cellules d'1,8 mètres sur 2,4, 24 heures sur 24. Le camp Delta a été décrit par la Croix rouge comme un camp d'interrogatoire plus qu'un camp d'emprisonnement et lors de ces interrogatoires, les pressions physiques sont autorisées.

Les directives présidentielles états-uniennes ne garantissent pas de jugements équitables à ces hommes et les militaires contrôlent tout. Le président des États-Unis, le chef suprême des armées, a d'ailleurs qualifié collectivement ces hommes de « tueurs ». Ces prisonniers n'ont aucun droit et, en tant que juriste admirateur des idéaux de la démocratie et de la justice états-unienne, je considère le camp de Guantanamo comme un monstrueux échec de la justice. Cette situation est une parodie de justice dont les conséquences seront graves. Désormais les prisonniers de guerre états-uniens n'auront plus de protection, les dictatures pourront légitimer leurs actes et les prisonniers de Guantanamo seront considérés comme des martyrs par les musulmans modérés. Puisque la Cour criminelle internationale n'est entrée en fonction qu'en juillet 2002, il aurait fallu que le Conseil de sécurité crée une cour internationale ad hoc pour juger ces hommes. Les démocraties se doivent de respecter leurs principes et le gouvernement britannique doit faire entendre sa désapprobation.

## Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall*

### « Ah ! Les belles fréquentations »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Oh, the Company They Keep », par Max Boot, *Los Angeles Times*.

Depuis les années 30, avec le jugement positif de la politique de l'URSS pendant la famine en Ukraine, jusqu'à aujourd'hui avec le soutien à Fidel Castro, les « progressistes » occidentaux ont eu l'habitude de lécher les bottes des tyrans répressifs. La gauche n'est cependant pas indifférente aux péchés des dictateurs et si vous discutez avec un membre de la gauche caviar vous entendrez parler des crimes de Pinochet, Suharto, du Shah d'Iran ou d'autres alliés de l'occident pendant la guerre froide. Leur plus grand crime étant bien sûr d'avoir soutenu

*Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

les États-Unis. Les dictateurs qui s'opposent à Washington sont toujours plus excusables

Alors que les islamistes tuaient 50 personnes à Ankara, une statue en papier mâché de **George W. Bush** était abattu à Londres et Ken Livingstone, le maire de Londres, présentait le président comme « *la plus grande menace pour la vie sur cette planète* ». Les protestataires n'ont d'intérêts que pour les victimes des bombes états-uniennes ou israéliennes mais pas pour les 300 000 victimes de Saddam Hussein ou pour les Nord-Coréens.

## Warren Christopher



Warren Christopher, a été secrétaire d'État états-unien lors du premier mandat de Bill Clinton (1993-1997). Il est coprésident du Pacific Council on International Policy.

### « Remettre la politique étrangère sur les rails »

Source : Washington Post

Référence : « Get Foreign Policy Back On Course », par Warren Christopher, *Washington Post*, 27 novembre 20003.

Les questions de politique étrangère vont être au cœur du débat des primaires démocrates. Dans des circonstances normales, un changement de parti au pouvoir à la **Maison-Blanche** n'entraîne pas de revirement en politique étrangère mais aujourd'hui la situation est différente.

Alors que le président **George W. Bush** était entré en fonction sans préciser de changements radicaux dans ce domaine dans son programme, il est immédiatement revenu sur ce que **Bill Clinton** avait fait en politique étrangère dès sa prise de fonction, mettant à mal la crédibilité des États-Unis dans le monde. Aujourd'hui, nous sommes isolés et l'Irak est un borbier où les principales puissances, hormis le Royaume-Uni, ne nous aideront pas. Il faut que les électeurs démocrates sachent ce que les candidats à l'investitures proposent en matière de politique étrangère. Il faut mettre en place une stratégie qui nous permettra de regagner la confiance de nos alliés et soutenir et renforcer l'ONU. Il faudra affirmer au monde que désormais la politique des frappes préventives, si nous ne l'abandonnons pas totalement, ne sera plus appliquée que si nous sommes en possession de preuves indiscutables. Il faudra également nous impliquer beaucoup plus dans le processus de paix israélo-palestinien.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

## REGARDS DU PROCHE-ORIENT

## Gulf News



*Gulf News* est le principal quotidien consacré à l'ensemble du Golfe arabo-persique, diffusé à plus de 90 000 exemplaires. Rédigé en langue anglaise, il est principalement lu par la très importante communauté étrangère vivant dans la région.

## Le Koweït organise un forum réunissant des représentants de l'Islam et des officiels et universitaires occidentaux

Référence : « Islamist leaders from Arab world to meet in Kuwait », par Mohammed Almezal, *Gulf News*, 26 novembre 2003.

Des dirigeants musulmans du monde arabe devraient rencontrer des officiels et des universitaires états-uniens et européens afin d'évoquer avec eux les réformes politiques dans la région, et la participation des mouvements religieux à la vie politique. Cette information est donnée par Mohammed Abdul Qader Al Jassim, rédacteur en chef du journal koweïtien *Al Watan* et principal organisateur de cette réunion.

Celle-ci, qui doit avoir lieu au Koweït du 6 au 8 décembre 2003, est sponsorisée et financée par le quotidien et par la Dale Carnegie World Peace Foundation, basée aux États-Unis.

Le forum, qui sera inauguré par le Premier ministre du Koweït, le cheikh Sabah Al Ahmed Al Jaber Al Sabah, doit permettre d'ouvrir un dialogue entre les différents courants religieux du monde arabe et des intellectuels, chercheurs, et décideurs états-uniens et européens.

La délégation états-unienne comprendra trois responsables du département d'État. Cette réunion intervient à un moment où l'image des États-Unis continue de se détériorer dans le monde arabe. Mohammed Abdul Qader Al Jassim a cependant démenti que cette réunion soit un projet de Washington pour redorer son blason dans la région. Selon lui, elle est également sans rapport avec les récentes déclarations du président George W. Bush qui annonçait, la semaine dernière, une nouvelle initiative destinée à répandre la liberté et la démocratie dans le monde arabe.

Le journaliste koweïtien estime que l'extrémisme à l'œuvre dans la région, comme le montrent les récents attentats meurtriers en Turquie et en Arabie saoudite, ne peut être vaincu que par la démocratie et d'importantes réformes politiques. C'est dans ce cadre que doivent être intégrés des mouvements de masse, tels que les islamistes, a déclaré le cheikh Ali Salman, leader du principal groupe d'opposition au Bahreïn qui sera également un interlocuteur de premier plan lors du forum.



## IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

## Le Koweït envisage un recours à un arbitrage international de son différend avec l'Iran sur un gisement gazier offshore

Référence : « Asefi voices surprise at Kuwaiti international arbitration call over gas field », IRNA, 25 novembre 2003.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien, Hamid Reza Asefi, a affirmé, mardi 25 novembre 2003, que les déclarations faites par le ministre koweïtien du Pétrole, le cheikh Ahmad Fahd as-Sabah, selon lesquelles le Koweït demanderait un arbitrage international sur son différend avec l'Iran au sujet d'un gisement offshore de gaz, étaient à la fois surprenantes et discutables. Selon lui, les deux pays se sont impliqués dans des négociations, et les Koweïtiens ont proposé de lancer des études sismographiques dans la zone afin de déterminer l'étendu du gisement.

« Il est étonnant que le ministre du pétrole koweïtien ait fait une telle déclaration. Les négociations se sont pour l'instant focalisées sur la nécessité de déterminer l'étendu du gisement gazier offshore entre les deux pays. La prochaine réunion sur le sujet doit se tenir dans un futur proche », a déclaré Hamid Reza Asefi.

Le ministre koweïtien a indiqué que l'Émirat pourrait saisir un arbitrage international si les négociations bilatérales échouent.

## Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au

## Le « Jerusalem Post » fait état de nouveaux missiles iraniens fournis au Hezbollah

Référence : « Iran said trying to extend reach of Hizbullah's rockets », par David Rudge, *Jerusalem Post*, 26 novembre 2003.

D'après le *Jerusalem Post*, l'Iran tenterait d'étendre la portée de ses missiles à courte et moyenne portée, dont certains pourraient ensuite être fournis à « l'un de ses principaux alliés au Proche-Orient - le Hezbollah ». Selon le quotidien, l'Iran, avec l'aide de la Syrie, aurait déjà équipé le Hezbollah avec une version améliorée des roquettes Katyusha, qui ont une portée de 43 à 75 kilomètres. Ces nouveaux missiles, les Farj 3 et 5, auraient été développés par l'Iran avec l'aide de la Corée du Nord et auraient été transmis au Hezbollah au Liban via la Syrie, « avec la bénédiction du président syrien, Bashar al-Assad ». Le Hezbollah serait, toujours selon ces informations, muni de milliers de

Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

roquettes dont certaines pourraient atteindre Haïfa, les banlieues côtières et jusqu'à Zichron Ya'acov, au sud. Les nouveaux missiles seraient une menace supplémentaire.

Selon le quotidien israélien, « *c'est peut-être à cette menace que le chef de l'organisation, le cheikh Hassan Nasrallah, faisait référence* », vendredi dernier.

## Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

## Pour Israël, la réduction des garanties bancaires par Washington n'a rien d'une sanction

Référence : « U.S. confirms fence prompted loan cuts », par Nathan Guttman, *Ha'aretz*, 27 novembre 2003.

L'administration états-unienne a confirmé, mercredi 26 novembre 2003, qu'elle allait réduire les garanties bancaires promises à Israël de 289,5 millions de dollars, sur un montant total de 3 milliards pour l'année 2004, et de 9 milliards sur trois ans.

Selon le porte-parole du département d'État états-unien, Richard Boucher, « *la réduction des garanties bancaires est l'expression du désaccord du gouvernement avec la construction de colonies et le tracé prévu de la clôture de sécurité* ».

Le jour même, les officiels israéliens ont minimisé la décision de Washington, qui avait été présentée à l'origine comme une mesure de rétorsion prise en raison des investissements réalisés par Israël dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, notamment l'extension de colonies.

Le vice-Premier ministre israélien, Ehud Olmert, a déclaré que « *le fait est qu'ils [les États-Unis] ne font rien pour exercer une pression politique sur nous, afin de nous faire faire quoi que ce soit sur les questions essentielles du processus de paix* ».

Les garanties bancaires permettent à Israël d'emprunter de l'argent à un taux plus favorable. Les 10 % de réduction décidées par Washington pourraient coûter à Tel Aviv plus de 4 millions de dollars annuels en hausse de taux d'intérêt, d'après l'ancien directeur général du ministère des Finances, Ben-Zion Zilberfarb.



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

## Une réunion secrète se tient à Londres entre responsables israéliens et palestiniens

Référence : « PA, Israeli politicians in London for secret dialogue », par Sharon Sadeh, *Ha'aretz*, 27 novembre 2003.

D'importants officiels israéliens et palestiniens sont arrivés à Londres, mercredi 26 novembre 2003, afin de participer à une conférence secrète consacrée au processus de paix.

La délégation israélienne comprend des membres de la Knesset : Omri Sharon (Likoud), Ephraim Sneh et Isaac Herzog (Parti travailliste). La délégation palestinienne comprend le conseiller à la Sécurité nationale, Jibril Rajoub, et le membre du Conseil législatif palestinien, Ziyad Abu Zayad.

D'importants hommes politiques et personnalités publiques du Royaume-Uni et d'Europe doivent également participer aux réunions, qui auront lieu au nord-ouest de Londres.

Les préparatifs de la conférence ont été tenus secrets, et il a été demandé aux participants de ne pas en évoquer l'existence avec les médias.

Cette série de réunions, qui s'étalera sur deux jours, commence aujourd'hui avec des débats portant sur le processus de paix et sur les moyens d'appliquer la Feuille de route ; rapporte *Ha'aretz*. Deux questions principales sont à l'ordre du jour : « *Quel est le rôle de la communauté internationale dans la stabilisation de la région ?* » et « *Quelles sont les principales menaces militaires sur la sécurité de la région ?* ». Demain, les participants évoqueront « *les mesures destinées à rétablir la confiance et qui pourraient faire redémarrer le processus de paix* » et les moyens par lesquels « *une activité économique plus importante pourrait être un catalyseur pour un rapprochement politique* ».

L'événement, intitulé « Séminaire de Paix Rabin », est sponsorisé conjointement par le Yigal Allon Educational Trust et l'Association of Labour Friends of Israel.